

Publications périodiques

Comptes annuels

NATIXIS COFICINE

Société anonyme au capital de 6 251 350 euros
Siège social : 6, rue de l'Amiral Hamelin - 75116 Paris
552 000 846 RCS Paris

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 27 mai 2019.

I. — Bilan et Hors-bilan au 31 décembre 2018.

(En milliers euros.)

ACTIF	31/12/2018	31/12/2017
Caisses, Banque de France, CCP	0	0
Banques & Etablissements de crédit	21 724	7 482
Crédits à la Clientèle	637 427	638 776
Portefeuille titres	832	829
Crédit-bail mobilier	4 867	7 035
Immobilisations	1 940	1 046
Autres actifs	288	552
Comptes de régularisation	1 217	388
TOTAL ACTIF	668 294	656 108
HORS-BILAN - Engagements reçus		
Engagements de financement	60 000	60 000
Engagements de garantie	184 382	189 093

PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
Banques & Etablissements de crédits	590 809	592 986
Opération avec la clientèle	16 446	11 124
Autres passifs	5 997	12 099
Comptes de régularisation	21 073	11 336
Provisions pour risques et charges	861	890
FRBG et provisions réglementées	3 049	3 049
Capitaux propres hors FRBG	30 059	24 624
Capital social	6 251	5 898
Réserve légale	625	590
Report à nouveau	10 871	11 206
Résultat de la période	12 311	6 931
TOTAL PASSIF	668 294	656 108
HORS-BILAN - Engagements donnés		
Engagements de financement	201 825	179 462
Engagements de garantie	373	522

II. — Compte de résultat.

(En milliers euros.)

	31/12/2018	31/12/2017	Variation	
			valeur	% âge
Intérêts, commissions et produits assimilés	23 456	23 073	383	1
Intérêts, commissions et charges assimilées	- 3 027	- 3 109	82	- 2
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2 891	2 880	11	0
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	- 2 742	- 2 718	- 24	0
Revenus des titres à revenu variable	5 317	1 510	3 807	252
Autres produits d'exploitation bancaire	243	150	93	62
Autres charges d'exploitation bancaire	- 151	- 102	- 48	47
PRODUIT NET BANCAIRE	25 989	21 684	4 305	19,9 %
Charges générales d'exploitation	- 8 984	- 8 830	- 154	1
Dotations aux amortissements sur immobilisations	- 18	- 41	23	- 56
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	16 987	12 814	4 174	32,6 %

Coût du risque	- 1 068	- 3 259	2 191	- 67,2 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	15 919	9 554	6 365	66,6 %
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3	4	- 1	- 13,9 %
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	15 922	9 558	6 364	66,6 %
Résultat exceptionnel	0	0	0	- 100
Impôt sur les bénéfices	- 3 611	- 2 626	- 985	37
RESULTAT NET	12 311	6 931	5 380	77,6 %

III. — Annexe.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de la société. Elle comporte des éléments d'information complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils aient une importance significative.

Les états financiers de l'annexe sont présentés en euros.

1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

Evénements post clôture

Néant.

2 Principes, règles et méthodes comptables

La présentation des états financiers au 31 décembre 2018 est conforme aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, modifié par le règlement n° 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable, relative aux documents de synthèse individuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire.

Le règlement 2002-10 relatif aux amortissements et dépréciation d'actifs a été appliqué de manière rétrospective pour la première fois en 2005. Aucune provision pour grosse réparation n'a été comptabilisée sur les immobilisations d'exploitation.

Le règlement 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 modifie le règlement 2014-03 relatif au Plan Comptable Général suite à la transposition de la Directive européenne 2013/04/UE. Les modifications portent essentiellement sur la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels, incorporels et du fonds commercial, et le mali technique de fusion.

Les états financiers ont par ailleurs été établis selon les dispositions applicables aux établissements financiers dans le respect des règles de la réglementation bancaire, du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Les charges et les produits sont enregistrés prorata temporis. Les produits ou charges constatés d'avance ou à payer sont inscrits au bilan aux comptes de régularisation ou comptes d'ordre.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des logiciels acquis sont calculés de façon linéaire sur 12 mois à compter de leur date d'utilisation pour les acquisitions antérieures au 01/01/2003. A compter du 01/01/2004, les acquisitions de logiciels d'une valeur supérieure à 15 000 € sont amorties de façon linéaire sur une durée de 3 ans.

B Immobilisations corporelles

Il convient de distinguer, les immobilisations propres à l'exploitation de la société des immobilisations louées en crédit-bail mobilier, dans le cadre de notre activité financière.

Dans tous les cas les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

- Immobilisations propres à l'exploitation :

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif pour les biens qui ouvrent droit à ce régime en fonction de la durée probable d'utilisation, dont les principes sont les suivants :

. Constructions	
- Fondations	45 ans
- Façades	25 ans
- Couvertures	30 ans
- Equipements techniques	15 ans
- Aménagements intérieurs	10 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Mobilier (neuf)	10 ans
- Matériel (neuf)	2 à 5 ans
- Mobilier et matériel d'occasion	1 à 3 ans

- Immobilisations destinées à la location avec option d'achat (crédit-bail mobilier) :

La valeur brute des éléments d'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

Pour tous les dossiers de crédit-bail, l'amortissement fiscal retenu est égal à l'amortissement financier des contrats.

La valeur nette des immobilisations ne peut excéder la valeur de l'encours financier des contrats qui y sont attachés.

La dotation minimum aux amortissements lie la valeur nette comptable des immobilisations à l'encours financier des contrats. La dotation supérieure à ce minimum constitue une réserve latente. Si cette dernière s'avère négative, une provision est inscrite dans les comptes.

Les immobilisations temporairement non louées (ITNL) consécutives à une défaillance de l'emprunteur sont en cours de récupérations pour leur revente future et sont maintenues à l'actif du bilan jusqu'à leur revente. Elles sont enregistrées à leur valeur nette comptable au moment de la rupture du contrat. Lorsque leur valeur d'évaluation fait apparaître une valeur inférieure à la valeur nette comptable, il est comptabilisé une dépréciation d'actif.

C Portefeuille de titres.

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles Natixis dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de Natixis Coficiné.

Ils sont enregistrés à la date d'acquisition pour leur prix d'achat.

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêté ou de leur coût d'acquisition. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation.

La dépréciation se fait par voie de provision dès lors que leur valeur d'utilité ou valeur estimative est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de différents critères tels que : la quote-part de la situation nette éventuellement corrigée des plus ou moins values latentes sur actif ou, de leur valeur de rentabilité.

Les revenus, corrections de valeur et résultats de cession des portefeuilles-titres sont comptabilisés de la manière suivante :

- les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement ou lorsque leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'assemblée générale ;
- les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus ;
- les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon leur portefeuille d'appartenance :
 - en produit net bancaire pour les titres de placement,
 - en coût du risque pour les titres à revenus fixe classés en portefeuille de placement, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie,
 - en gains ou pertes sur actifs immobilisés pour les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

D Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances autres que celles représentées par un titre, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit, y compris les créances subordonnées, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle englobent les prêts distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles représentées par un titre, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées en fonction de la nature des concours (comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'export, prêts subordonnés...).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode actuarielle au taux d'intérêt effectif, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Une distinction est opérée entre les crédits sains et les crédits douteux. Le règlement CRC 2002-03 prévoit le classement des créances en quatre catégories : créances saines, créances douteuses ordinaires, créances douteuses compromises et créances restructurées.

Sont considérées comme douteuses, les créances pour lesquelles il existe un risque de crédit avéré, nonobstant l'existence de garanties, rendant probable la non perception par Natixis Coficiné de tout ou partie des sommes dues par les contreparties au titre des engagements qu'elles ont souscrits. Il s'agit des créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. En particulier, les crédits présentant des échéances impayées depuis trois mois au moins sont classés dans les encours douteux.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée et les créances classées en douteux depuis plus d'un an dès lors qu'un passage en perte est envisagé.

Cas particulier des créances restructurées en raison de la situation financière du débiteur.

Les encours restructurés correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession pour Natixis Coficiné lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours restructurés résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les restructurations doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une restructuration n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois, le critère de la difficulté financière étant appréhendé en amont de celui retenu pour déclasser les contreparties dans la catégorie des défauts bâlois.

Dépréciations individualisées

Lorsqu'il survient un risque de non-recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des provisions pour dépréciation de créances douteuses ou pour risques sont dotées au compte de résultat.

Les provisions sont déterminées par la Direction Générale sur la base : d'examen périodiques de la situation du risque client ou du projet, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Pour l'appréciation de ces provisions il est tenu compte des garanties bancaires attachées à ces créances.

La charge nette de l'exercice au titre de ces risques est inscrite en compte de résultat au poste « Coût du risque ».

L'existence d'intérêts échus impayés depuis plus de trois mois donne lieu au déclassement en créances douteuses non compromises de tous les concours de crédits afférents au client considéré et au provisionnement à 100 % des intérêts impayés. Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur. En application de la réglementation bancaire :

- les intérêts courus et échus des prêts faisant l'objet d'une procédure judiciaire sont portés en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés. Si ces intérêts viennent à être payés, ils sont enregistrés sous cette rubrique lors de leur encaissement ;
- les intérêts concernant des clients pour lesquels des échéances restent impayées pendant plus de trois mois ou le cas échéant six et neuf mois, sont également dépréciés pour leur totalité en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés initialement ;
- par contagion, l'encours en capital de ces clients est classé en créances douteuses même si l'analyse du risque ne conduit pas à déprécier le risque en capital.

Les dotations et reprises de dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses enregistrées dans le PNB.

Provisions pour dépréciation d'actif :

- les dépréciations sur créances et toutes autres provisions affectées à des actifs sont inscrites en déduction des postes d'actif concernés.
- Le montant des dépréciations est calculé par différence entre la valeur brute comptable de la créance et les sommes estimées recouvrables (y compris les flux résultant de la réalisation des garanties).
- Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte sous la forme de provisions au passif du bilan.

Dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement

Les actifs financiers ne présentant pas de risque de crédit individuellement affecté sont inclus dans des groupes d'actifs ayant des caractéristiques de risques similaires.

Des portefeuilles d'actifs homogènes sont constitués et inclus dans l'assiette provisionnable des encours sains relatifs à des secteurs d'activité pour lesquels la situation économique laisse présager des difficultés.

Pour chacun de ces groupes, il est recherché l'existence d'un indice objectif de dépréciation reposant sur des données observables indiquant une diminution probable des flux de trésorerie recouvrables estimés pour ce groupe d'actifs. Si un indice objectif de dépréciation est observé, alors les encours formant ce groupe d'actifs font l'objet de la comptabilisation d'une dépréciation collective constatée au passif du bilan. Un actif appartenant à ce groupe qui viendrait à être provisionné de manière individuelle (risque affecté individuellement) est exclu de l'assiette de calcul de la dépréciation collective. Le provisionnement du risque collectif se base sur des combinaisons d'indices propres au secteur (croissance du secteur, trésorerie des entreprises du secteur, etc.).

Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail sont classées dans une rubrique spécifique pour leur encours déterminé selon les principes de la comptabilité financière.

Opérations de hors-bilan

Les prêts consentis de façon irrévocable, mais qui n'ont pas encore donné lieu à des mouvements de fonds, sont enregistrés en hors-bilan dans la catégorie « Engagements de financement ».

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent les ouvertures de crédits confirmés autres que des établissements de crédit.

Les engagements de garantie en faveur de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit.

E Provisions

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sur engagement par signature ou sur litiges figurent en provisions pour risques et charges, elles couvrent les risques identifiés par la société dès lors que le risque est certain ou probable. En effet, leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions au passif concernent les engagements sociaux et les dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement.

Les provisions réglementées sont passées pour la seule application des dispositions fiscales.

F Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

G Dettes subordonnées

Le poste est de 0 € à fin 2018.

H Créances, dettes et engagements libellés en devises

Les créances, dettes et engagements libellés en devises sont valorisés à chaque arrêté et à la clôture de l'exercice aux cours indicatifs de la Banque de France. Les gains et pertes de change résultant de cette évaluation, qu'ils soient latents ou réalisés, sont comptabilisés au compte de résultat.

I Passif éventuel

Aucun passif éventuel n'est à signaler.

J Fonds pour Risques Bancaires Généraux « FRBG » :

Le fonds pour risques bancaires généraux est doté sur décision des dirigeants, en vue de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire. En aucun cas il ne couvre des risques identifiés, lesquels font l'objet de provisions spécifiques. Les dotations au FRBG ont supporté l'impôt.

K Impôts sur les sociétés et fiscalité latente

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,3 % ; depuis le 1^{er} janvier 2007, les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation à l'impôt sur les sociétés d'une quote-part de frais et charges de 12 % sur le montant des plus-values brutes, soit un taux effectif de 4,13 %. S'y ajoute :

- une Contribution Sociale sur les Bénéfices égale à 3,3 % assise sur l'impôt sur les sociétés (après application d'un abattement de 0,76 MEUR) instaurée en 2000 ;

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés à hauteur de 99 %.

La charge d'impôts inclut l'impôt dû au titre de l'exercice et la contribution sociale, exception faite de l'IFA passé en charge du compte d'exploitation.

Le montant des charges non déductibles de l'impôt sur les sociétés se monte en 2018 à 184,0 K€.

La fiscalité latente est constituée de réintégrations temporaires dont l'impôt est supporté l'année du paiement.

L Refinancement

La quasi-totalité de notre refinancement est assuré par NATIXIS conformément aux décisions de comité des filiales par découvert ou tirages sur le marché.

Les facilités de lignes sont révisées, sauf besoin particulier ou urgence de la demande, tous les ans.

M Avantages du personnel

Les avantages dont bénéficie le personnel sont comptabilisés par Natixis Coficiné. Le montant de la provision comptabilisée au bilan et la charge annuelle comptabilisée en frais de personnel.

N Changement de méthode

Aucun changement de méthode comptable n'a eu d'impact sur les comptes de l'exercice 2018.

3 Complément d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

3.1 Etat de l'actif immobilisé (en euros)

Etat des immobilisations	valeur brute au 31/12/18	amortissements ou dépréciations	valeur nette au 31/12/18
Immobilisations incorporelles	2 645 597	761 970	1 883 627
Terrain et construction	462 456	424 674	37 782
Autres immobilisations corporelles	367 323	349 065	18 258
Immobilisations crédit-bail	9 367 653	5 024 858	4 342 795
Portefeuille titres	828 847	0	828 847

Détail des immobilisations	valeur brute au 31/12/17	augmentations 2018	diminutions 2018	valeur brute au 31/12/18
Immobilisations incorporelles				
Droits licences	761 970			761 970
Immobilisations en cours	975 956	907 671		1 883 627
Immobilisations corporelles				
Constructions sur sol d'autrui	464 214	5 274	7 032	462 456
Autres immobilisations corporelles	383 139		15 817	367 323
Total immobilisations corporelles	847 354	5 274	15 817	829 779
IMMOBILISATIONS PROPRES A L'EXPLOITATION	2 585 280	912 945	22 849	3 475 376
Immobilisations Crédit-bail				
Crédit-bail mobilier	11 840 614	1 946 013	4 418 974	9 367 653
IMMOBILISATIONS CREDIT-BAIL	11 840 614	1 946 013	4 418 974	9 367 653

Immobilisations Financières	valeur brute au 31/12/17	entrées 2018	sorties 2018	valeur brute au 31/12/18
Participations	828 847			828 847
Total immobilisations financières	828 847	0	0	828 847
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 254 740	2 858 958	4 441 823	13 671 876

3.2 Etat des amortissements (En euros)

	Amortis. cumulés au 31/12/17	dotations 2018	diminutions 2018	Amortis. cumulés au 31/12/18
Immobilisations incorporelles	761 970			761 970
Immobilisations corporelles				
Constructions	420 255	9 537	5 119	424 674
Autres immobilisations	356 734	8 147	15 817	349 065
Immobilisations louées - Crédit-bail	5 329 572	2 741 702	3 046 416	5 024 858
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	6 868 533	2 759 386	3 067 352	6 560 567

3.3 Etat des provisions (En euros)

3.3.1 Etat des provisions et dépréciations

	Provisions au 31/12/2017	Dotations 2018	Reprises 2018	Virement poste à poste	Provisions au 31/12/2018
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risques clients	890 401	10 964	40 125		861 240
Provisions pour charges	0				0
Provision pour indemnités de fin de carrière	193 707	11 189			204 895
Provision pour risques sectoriels	0				0
Sous total	1 084 108	22 153	40 125		1 066 135

Provisions pour dépréciation					
Sur créances compromises	8 490 832	261 360	1 782 887	320 677	7 289 982
Sur créances rattachées compromises	1 658 076	87 034	251 855	23 918	1 517 172
Sur créances non compromises	10 828 377	2 838 098	1 738 647	- 265 317	11 662 511
Sur créances rattachées non compromises	167 926	623 641	66 433	- 23 918	701 216
Sur loyers de crédit-bail	473 311				473 311
Dépréciation sur autres créances	0				0
Sous total	21 618 522	3 810 133	3 839 822		21 644 193
TOTAUX	22 702 630	3 832 286	3 879 947		22 710 328

Coût du risque	Charges	Produits
Provision pour dépréciation	3 099 458	3 521 534
Provision pour risques	10 964	40 125
Loyer de crédit-bail		
Pertes couvertes par des provisions	1 608 678	
Pertes non couvertes par des provisions	5 752	
Pertes et Produits sur créances		94 771
TOTAUX	4 724 852	3 656 430
	1 068 423	

3.3.2 Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)

	Provisions au 31/12/2017	Dotations 2018	Reprises 2018	Provisions au 31/12/2018
Provision FRBG	3 048 980			3 048 980

La dotation au FRBG a supporté l'impôt.

3.4 Etat des échéances des dettes et des créances (En euros)

3.4.1 Ventilation des créances selon leur durée résiduelle

	Encours Brut	D <= 3 mois	3 m < D <= 1 a	1 a < D <= 5 a	plus 5 ans	Dépréciation	Total au 31/12/18	Total au 31/12/17
Créances sur les établissements de crédit et les banques	21 723 931	21 723 931					21 723 931	7 481 817
Crédits à la clientèle	606 535 154	57 999 912	152 667 659	375 986 779	19 880 804		606 535 154	599 674 279
Créances rattachées	1 550 387	1 550 387					1 550 387	1 047 593
Créances sur opérations de crédit-bail - encours financier	4 268 124	1 133 771	935 300	2 199 053			4 268 124	6 405 479
Créances rattachées		0					0	22
Créances douteuses non compromises	28 462 540	14 562 725	8 640 166	4 509 649	750 000	- 11 662 511	16 800 029	34 889 335
Créances rattachées	281 164	281 164				- 701 216	- 420 052	- 56 246
Créances douteuses compromises	19 831 766	19 831 766				- 7 289 982	12 541 784	3 189 393
Créances rattachées	1 936 889	1 936 889				- 1 517 172	419 717	31 462
Créances douteuses sur crédit-bail	0						0	0
Créances rattachées	997 034	997 034				- 473 311	523 723	523 723

* La part non dépréciée est la quote part à recevoir du coparticipant en risque.

3.4.2 Ventilation des créances selon le secteur d'activité

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Multimédia	Industrie Culturelle	Total au 31/12/18
Crédits à la clientèle (y compris l'encours financier de crédit-bail)	399 191 427	149 846 121	54 159 305	4 789 137		2 817 288	610 803 279
Créances douteuses							
Valeur brute	40 365 800	1 796 654	4 653 604	1 050 049	144 624	283 575	48 294 306
	439 557 227	151 642 775	58 812 909	5 839 186	144 624	3 100 863	659 097 584

3.4.3 Ventilation des créances selon le secteur géographique

	France	Belgique + Luxembourg + Suisse	Italie	Espagne + Portugal	Angleterre	Pays Scandinaves	Etats-Unis + Canada	Autres	Total au 31/12/18
Crédits à la clientèle (y compris l'encours financier de crédit-bail)	462 239 385	9 635 726	14 966 204	29 970 832	65 201 720	15 646 854	9 502 026	3 640 532	610 803 279
Créances douteuses									
Valeur brute	42 773 440	40 000		3 283 288	60 561			2 137 017	48 294 306
	505 012 825	9 675 726	14 966 204	33 254 120	65 262 281	15 646 854	9 502 026	5 777 549	659 097 585

3.4.4 Ventilation des dettes selon leur durée résiduelle

	à 1 an au plus	1 a < D ≤ 5 a	plus 5 ans	Total au 31/12/18	Total au 31/12/17
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits					
Découvert bancaire autorisé	47 998 279			47 998 279	37 297 362
Tirages à terme	467 742 001	64 000 000	11 000 000	542 742 001	555 432 108
Intérêts courus à payer	69 186			69 186	256 043
Établissements de crédits	0			0	0
	515 809 466	64 000 000	11 000 000	590 809 466	592 985 512

3.5 Informations complémentaires (En euros)**3.5.1 Autres actifs & passifs**

	au 31/12/2018		au 31/12/2017	
	Autres Actifs	Autres Passifs	Autres Actifs	Autres Passifs
Dépôts de garantie versés	146 051		111 960	
Avance fournisseurs	84 981		56 774	
Etat - Impôts sociétés	15 223		145 462	
Etat - Crédit de TVA	0		189 151	
Acomptes sur dividendes	0		0	
Débiteurs divers	41 748		48 828	
Provision charges à payer				
Personnel et comptes rattachés		2 283 417		2 081 050
Etat - Impôts société		984 652		0
Provision taxes à payer		81 198		52 529
Etat - TVA		21 934		8 987
Créditeurs divers		2 625 735		9 956 832
TOTAL	288 002	5 996 935	552 175	12 099 397

3.5.2 Comptes de régularisation

	au 31/12/2018		au 31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Produits à recevoir				
Intérêts courus	744 471		51 594	
Prestation à MCI	471 696		333 963	
Charges et produits constatés d'avance				
Autres achats et charges externes	941		2 518	
Produits opérations clientèle		18 808 702		5 474 046
Charges à payer		1 013 859		905 756
Autres dettes		1 250 269		4 956 184
TOTAL	1 217 108	21 072 830	388 076	11 335 986

3.5.3 Entreprises liées

	Montant brut au 31/12/2018	Montant brut au 31/12/2017
Immobilisations financières		
Participations	823 118	823 118
Créances		
Banques et établissements de crédits	21 723 477	7 441 805
Créance d'intégration fiscale	984 652	145 462
Dettes		
Banques et établissements de crédits	589 085 616	591 650 151
Intérêts courus à payer	69 186	256 043
Autres créditeurs	2 198 613	9 453 573
Produits d'exploitation		
Produits accessoires	137 733	114 388
Produits des filiales (dividendes)	5 317 239	1 509 862
Charges d'exploitation bancaire		
Intérêts sur opérations de trésorerie	1 263 027	1 193 989
Charges sur engagement de financement	82 270	76 898
Services bancaires	24 521	25 387
Charges d'exploitation non bancaire		
Services extérieurs	624 000	387 565
Hors-bilan		
Engagement de financement reçu	60 000 000	60 000 000

Identité des entreprises liées	
NATIXIS 30, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris	SIREN Paris 542 044 524
MCI 6, rue de l'amiral Hamelin 75116 Paris	SIREN Paris 349 140 962
FMCA 6, rue de l'amiral Hamelin 75116 Paris	SIREN Paris 413 826 801

3.5.4 Ventilation du chiffre d'affaires

	Montant au 31/12/18	Montant au 31/12/17
Produits des opérations avec la clientèle		
Intérêts et commissions	24 135 555	23 119 925
Opérations de crédit-bail - loyers	2 891 466	2 853 688
Produits divers	140 841	113 963
TOTAL	27 167 863	26 087 576

3.5.5 Ventilation des frais de personnel

	Montant au 31/12/18	Montant au 31/12/17
Salaires et traitements	2 740 365	2 486 410
Autres charges sociales	17 934	17 911
Provision sur salaires à payer	826 675	809 125
Charges sociales	1 332 415	1 457 352
Charges sur salaires à payer	461 951	323 650
	5 379 341	5 094 448
Intéressement et participation	- 46 851	1 236
Provision Intéressement à payer	388 654	487 917
Provision participation des salariés à payer	115 000	95 000
Impôts et taxes sur rémunérations	424 693	433 645
Provisions Impôts et taxes sur rémunérations à payer	164 976	161 825
TOTAL	6 425 813	6 274 070

3.5.6 Impôts et taxes

	Montant au 31/12/18	Montant au 31/12/17
CFE et CVAE	396 670	307 947
Contribution sociale de solidarité	11 334	12 452
Autres impôts	137 404	467 066
TOTAL	545 408	787 465

4 Engagements financiers et autres informations (En euros)

4.1 Engagements financiers

L'analyse selon les secteurs d'activité des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Multimédia	Industrie Culturelle	Total au 31/12/18	Total au 31/12/17
Clientèle - Cautions et avals donnés		200 000		172 550			372 550	522 236
Ouverture de crédits à la clientèle	110 779 866	68 480 479	19 238 827	14 300		530 000	199 043 473	179 461 679
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits utilisés	105 225 262	22 906 402	4 419 527	1 023 575		924 702	134 499 467	148 599 238
Clientèle - cautions bancaires reçues sur ouvertures de crédits	30 934 904	10 522 857	8 160 081			265 000	49 882 841	40 493 435
Banques - accords de refinancement reçus							60 000 000	60 000 000
Effets reçus pour le compte des clients							0	0

L'analyse selon les secteurs géographique des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	France	Belgique + Luxembourg + Suisse	Allemagne	Espagne + Portugal	Angleterre	Pays Scandinaves	Etats-Unis + Canada	Autres	Total au 31/12/18
Clientèle - Cautions et avals donnés	372 550								372 550
Ouverture de crédits à la clientèle	151 051 669	6 229 737	4 172 679	5 981 604	14 774 582	3 709 560	8 956 470	4 167 171	199 043 473
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits utilisés	121 262 075	1 117 792		1 349 700	2 245 276		766 737	7 757 887	134 499 467
Clientèle - cautions bancaires reçues sur ouvertures de crédits	39 475 007	3 654 502			165 227		4 307 161	2 280 944	49 882 841

4.2 Accroissement ou allègement de la charge fiscale future

	Base	Actif d'impôt	Passif d'impôt
Fiscalité différée			
Provision à fiscalité différée	2 561 561	874 005	

4.3 Informations sur le capital social et les capitaux propres

4.3.1 Composition du capital social

Différente catégorie de titres	A la clôture de l'exercice	Nombre de titres créés en 2018	Remboursés en 2018	Valeurs nominales
Actions ordinaires	125 027	7 077	-	50 €
Droits de vote attachés	125 027			

4.3.2 Tableau de variation des capitaux propres

	2018	2017
Montant à l'ouverture de l'exercice		
Capital au 1 ^{er} janvier	5 897 500	5 897 500
Réserves au 1 ^{er} janvier	589 750	589 750
Report à nouveau au 1 ^{er} janvier	11 205 699	11 164 213
Distribution de dividende	12 252 646	6 369 300
Montant à la clôture de l'exercice		
Capital au 31 décembre	6 251 350	5 897 500
Réserves au 31 décembre	625 135	589 750
Report à nouveau au 31 décembre	10 929 425	11 205 699

4.4 Rémunérations des dirigeants**4.4.1 Rémunération des mandataires sociaux**

Conformément à la Loi, il est indiqué le montant global de toutes rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2017

Gils Berrous	Administrateur	Président	Montant global : 892 177 €
Didier Courtois-Duverger	Administrateur	DG	
Isabelle Terrel	Administrateur	DGD	
Michel Doligé	Administrateur		
Georges Eric de la Brunière	Administrateur		
Jean Yves Forel	Administrateur		
Didier Patault	Administrateur		
Dominique Garnier	Administrateur		

Il est précisé qu'il n'y a aucune option de souscription d'actions en cours.

4.4.2 Rémunérations globales versées aux organes de direction

Montant global des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées : 1 640 901 €.

4.5 Avances aux dirigeants

Conformément à l'article L. 225-43 du nouveau Code de Commerce, aucune avance ou crédit n'a été allouée aux dirigeants de la société.

4.6 Ventilation de l'effectif

Cadres	32
Non-cadres	5
	37

4.7 Affectation des résultats

Il a été proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de la façon suivante :

Résultat Bénéfice	12 310 804,19 €
Report à nouveau	10 871 267,28 €
	23 182 071,47 €
Affectation	
Dividendes 98 euros par action	12 252 646,00 €
Report à nouveau	10 929 425,47 €
	23 182 071,47 €

4.8 Tableau des filiales et participations (En euros)

Désignation		Capital	Réserves et R.A.N avant affectation	Quote- part %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances Val. nette	Montant des cautions et avals donnés	C.A. H. T du dernier ex.	Bénéfice ou perte du dernier ex. clos	Dividendes encaissés	Observations
1. Renseignements détaillés												
A. Filiales												
<i>(+ de 50 % du capital détenu)</i>												
Média Consulting & Investment MCI 6, rue de l'amiral Hamelin 75116 PARIS SIREN 349 140 962	SA	840 000	1 644 511	99,98 %	800 266	800 266	-	-	967 820	961 292	5 302 399	Bilan au 31/12/2018
Film & Média Collecting Agency FMCA 6, rue de l'Amiral Hamelin 75116 PARIS SIREN 413 826 801	SAS	38 125	3 727	59,96 %	22 852	22 852	-	-	30 880	15 224	14 840	Bilan au 31/12/2018
B. Participations												
<i>(10 à 50 % du capital détenu)</i>												
2. Autres participations												
Dans des Sociétés françaises												

5 Identité de la société consolidant les comptes de la société

Notre société est consolidée par intégration globale dans les comptes de NATIXIS Siège social : 30, avenue Mendès France 75013 Paris.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Natixis Coficiné relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation de prêts et créances sur base individuelle et collective

Le portefeuille de prêts et créances à la clientèle de Natixis Coficiné s'élève à 637 millions d'euros au 31 décembre 2018. Ces prêts et créances sont évalués en réescompte.

Les encours identifiés individuellement comme sensibles douteux ou contentieux font l'objet d'un provisionnement individuel.

Les provisions individuelles sont calculées par la direction « à dire d'expert » en fonction du risque propre à chaque contrepartie et s'appuient sur les critères bâlois.

Le risque collectif est appréhendé par une approche statistique basée sur l'analyse des volumes de pertes historiques du portefeuille de financement qui donne lieu à la comptabilisation d'une provision collective.

Dans ce contexte, au regard de la matérialité du portefeuille de prêts et créances à la clientèle dans les états financiers et des zones de jugement de la direction qui interviennent dans la détermination des dépréciations afférentes, nous avons considéré que ces dépréciations constituaient une zone de risque particulière et un point clé de notre audit.

Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 21 M € pour un encours net de 637 M € au 31 décembre 2018. Le coût du risque sur l'exercice 2018 s'élève à 1,06 M € (variation de 2,19 M € sur l'exercice).

Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.D & 3.3.1 de l'annexe.

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes sur base individuelle et de collectives.

Pour les provisions individuelles, nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses ou contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions individuelles.

Pour les provisions collectives, nous avons revu la méthodologie appliquée pour déterminer le niveau de provisionnement et nous sommes assurés de la permanence de la méthode appliquée dans sa détermination.

Nous avons également vérifié que les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrites dans la partie « D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle » des principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NATIXIS COFICINE par l'assemblée générale du 1^{er} juin 1995 pour le cabinet Deloitte & Associés, compte tenu des fusions et acquisitions de cabinets intervenues depuis cette date, et du 30 juin 2014 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 23^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 5^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 17 avril 2019
Les commissaires aux comptes

Mazars
Emmanuel DOOSEMAN

Deloitte & Associés
Jean-Marc Mickeler

V. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public qu siège social : 6, rue de l'Amiral Hamelin - 75116 PARIS.